



## Communiqué

### Agenda Social Boycott de la réunion du 16 juillet 2012 par les organisations CGT et FSU

Mesdames les Ministres

Nous ne participerons pas à la réunion de ce jour, relative à l'agenda social.

En effet, les fiches communiquées s'inscrivent dans la continuité absolue de ce qui était en cours avant le changement de gouvernement. Les deux ministres Delphine Batho et Cécile Duflot « n'ont pas trouvé le temps » de recevoir les organisations syndicales.

Nous ne pouvons l'accepter !

La diminution de 2,5% des effectifs pour 2013 (et de nouveau en 2014 et 2015) aggraverait la situation, les moyens de fonctionnement seraient obérés (-15% d'ici 2015).

Le Secrétaire général et la DRH partent du constat que les services ont une grande expérience des redéploiements et donc possèdent des « atouts » pour faire face aux nouvelles réductions globales.

Nous ne faisons pas le même constat.

Dés juin 2012, nos organisations ont demandé qu'une réunion soit organisée pour tirer un premier bilan du schéma des effectifs et recrutements ministériels (SERM) 2012. Cette réunion devait s'inscrire dans le cadre d'une rupture avec les politiques précédentes notamment au regard de l'arrêt de la RGPP et de la Réate.

Nos organisations attendent d'autres orientations ouvertement affichées que celles indiquées dans la fiche gestion prévisionnelle des ressources humaines. Ou comment construire RH 2015, sur les mêmes bases que RH 2013 !

Cet « agenda social » ignore les suites de la conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012, en particulier la table ronde n° 7 sur les services publics, qui dans ses conclusions prévoit l'organisation à l'automne d'une réunion avec les partenaires sociaux et aura pour thème « les missions et valeurs du service public ».

Nous attendons des ministres MEDDE et METL qu'elles organisent un débat avec les organisations syndicales représentatives, sur les missions/moyens avec l'application du SERM et les dotations aux établissements publics.

Nous attendons des ministres des arbitrages en rupture avec les politiques précédentes.

En cohérence, nos organisations ne participeront pas à la réunion bi latérale de mercredi 18 juillet relative aux méthodes de travail en termes de concertation et négociation sociales prévues dans l'agenda social.